

**Quatrième Conférence du Qatar
Sur
La Démocratie et le Libre Echange**

5 – 6 avril 2004

Compte Rendu

La conférence s'est tenue le 5 et 6 avril 2004 à Doha. Elle a été inaugurée par S.E. Royale Sheikh/ Hamad Bin Khalifa AL-Thani, Emir de l'Etat du Qatar, en présence de près de (500) participants, représentant diverses institutions académiques de recherches, d'information et de culture à travers le monde, ainsi que les représentants de quelques organisations internationales et régionales.

La conférence s'est déroulée en (10) sessions. La responsabilité d'organiser et de présider chacune des sessions a été entièrement confiée à une institution spécialisée d'une manière qui sera expliquée ultérieurement. Durant les réunions, les invités ont présenté près de (52) exposés sur lesquels se sont basées les discussions entre participants. La conférence a appelé (71) observations et les invités ont fait près de (36) commentaires.

Le premier sujet traitait la question de « **L'Education et son Rôle dans la Promotion du Processus de la Démocratie** ». Cette session a été organisée et présidée par « **L'Université du Qatar et l'Institut des Etudes du Golfe** ». La discussion portait sur la responsabilité de l'éducation dans la région arabe dans le cadre d'un Etat démocratique. Deux orientations principales ont émergé des différentes opinions exprimées. L'une considérait l'éducation dans notre région entièrement responsable du fait qu'elle ne contient ni adopte une culture démocratique dans le mode requis, mais plutôt des éléments de base qui entravent l'établissement de la démocratie.

La deuxième principale orientation considérait que l'éducation arabe n'est pas responsable de cet état des choses et qu'elle est plutôt victime des ordres politique et social arabes. La session témoignait de l'expression des opinions des invités mais aussi de celle des participants en ce qui concerne la base de la réforme de l'éducation et le rôle extérieur à jouer pour y parvenir, ainsi que l'impact de la pensée religieuse dans ce domaine. L'expérience Qatarienne dans le domaine du développement et de l'éducation a également fait l'objet d'une discussion.

Un deuxième sujet discutait : « **L'Importance de la Culture pour le Développement Economique et la Conscience Démocratique** ». Cette session a été organisée et présidée par « **Le Club de la Presse Arabe en France** ». Elle a souligné le fait que l'élément culturel était devenu le facteur principal pour promouvoir les dynamismes politiques dans le monde. La discussion a abouti à ce que le salut démocratique ne peut être atteint sans une liberté totale des choix culturel et épistémologique. Les discussions ont également exprimé une inquiétude quant à la situation de la réalité du monde arabe et la détérioration dans cette région de tout ce qui requiert une réforme immédiate. On a également noté le fait que la culture politique arabe se dégrade relativement à tous les niveaux et fait face à de nombreux défis, (la culture des dualités explicites – la culture du tout ou rien – la culture de la peur de l'autre – et la culture des complots), mais aussi la possibilité de voir l'Occident tenter d'imposer une culture « toute faite » et des critères universels prêts pour à être implantés ou appliqués.

C'est pourquoi certains participants ont alerté contre l'indifférence à l'égard de la séparation croissante entre les Arabes et le Monde Islamique, due au malentendu culturel. D'autres ont soutenu la bataille de la culture pour le développement et la démocratie pourvu qu'elle ne privilégie pas la richesse matérielle aux valeurs plus nobles de l'humanité. Ils ont également appelé la culture à ne pas négliger ou oublier les souverainetés politique et culturelle des peuples. En outre, la question de la sécularisation a de même fait l'objet d'une vive discussion entre les invités et les participants.

Le troisième sujet discuté a été réservé au « **Rôle du Développement Economique dans la Progression et la Promotion de la Démocratie** ». Il a été organisé et présidé par « **Le Conseil des Relations Etrangères aux Etats-Unis** ». Une des interventions s'est penchée sur les principaux piliers du développement économique. (L'éducation – l'intégration des femmes dans la société aux niveaux politique et économique – la transparence – le respect des droits personnels et de la souveraineté de la loi – le rôle de la communauté internationale – et la société civile active). Un autre exposé portait sur la question de la sécurité de l'Etat et la démocratie, alors qu'un troisième soulignait l'importance du rôle des femmes pour atteindre le développement économique à la base de trois éléments essentiels : l'éducation des jeunes filles, la mainmise des femmes sur le contrôle des ressources économiques et la participation de la main d'œuvre féminine. Par ailleurs, un autre exposé traitait la question de la production de la richesse concentrée et l'importance des « capitaux à risques ».

Ces exposés ont suscité un dialogue et des discussions approfondies entre les participants et les invités, soulignant en particulier l'opposition de certains contre ce qui avait été dit sur l'importance des « capitaux à risques » et le rôle des banques à l'égard des fonds de roulement. La question d'autres sources d'énergie a également été entièrement discutée, et l'établissement d'une banque de développement pour le Moyen Orient a suscité un intérêt particulier chez tous les participants.

« **L'Organisation Arabe des Droits de l'Homme** » a organisé et présidé une session consacrée à la discussion de la question sur la « **Transition dans le Monde Arabe, Questions et Problématiques** ». Les principaux interlocuteurs ont traité le sujet de l'état de la démocratie dans la région arabe, les projets et les initiatives des réformes émanant actuellement de la région et d'ailleurs, ce qui engendre une situation pénible pour les gouvernements arabes.

D'autres ont discuté les projets externes et particulièrement le projet américain et le fait qu'il soit entouré d'une aura de doute à cause de ses nombreuses confrontations ayant lieu dans la région, eu égard notamment au conflit israélo-palestinien en cours et le fait qu'elles représentent des obstacles qui entravent l'établissement des bases démocratiques.

D'autres participants ont traité particulièrement les étapes adoptées par l'Etat du Qatar sur son chemin vers la Démocratie durant les dernières années. Les exposés ont suscité de vives discussions dans la salle entre deux courants de pensées : l'un s'opposait à l'importation ou l'imposition de la démocratie de l'extérieur et rejetait l'idée de ceux qui viennent à la région pour nous apprendre la démocratie. Le second courant de pensée considérait que le monde était pratiquement devenu un « appartement » universel, plutôt qu'un village planétaire, ce qui nécessite de la part des habitants de cet « appartement » de faire face, de force s'il le faut, à toute tentative d'autres habitants de détruire les équipements de cet « appartement ».

Le cinquième sujet traitait : « **L'Impact des Crises et l'Instabilité dans le Développement de la Démocratie au Moyen Orient** ». Cette session a été organisée et présidée par « **La Fondation Westminster pour la Démocratie en Grande Bretagne** ». Un orateur a décrit le rôle de cette fondation dans l'aide au développement de la démocratie et son expérience dans ce domaine.

Un deuxième orateur a traité l'impact des crises extérieures sur l'Etat, en tenant compte des pertes économiques qu'elles induisent ou le fait que de telles crises puissent

mener à réduire la portée de la démocratie dans un pays, sous prétexte de devoir réagir aux menaces externes.

Un troisième exposé a étudié la possibilité que les crises et l'instabilité ne soient pas les seules responsables, ou du moins les plus importantes, à entraver la démocratie, alors qu'un autre exposé exprimait une opinion contraire, notant que les crises internes ne gênent pas la démocratie, mais au contraire, ces crises et cette instabilité peuvent être des facteurs importants pour aboutir à une démocratie mature.

Cette opinion était soutenue par un autre point de vue qui affirmait que les crises ne sont pas un obstacle, voire même elles sont essentielles pour atteindre la démocratie.

Ces opinions se sont reflétées sur les discussions entre les participants, dont certains ont soutenu la nécessité au Moyen Orient d'appliquer la démocratie qu'il mérite, pourvu qu'elle se ressource de la région même. Ils ont affirmé que la région fait face à des obstacles extérieurs dont le plus important est l'attitude des pouvoirs supérieurs à l'égard des questions sur la Palestine et l'Irak. D'autres participants ont exprimé leur intérêt pour ce qui a été dit sur l'absence de raisons pouvant empêcher les autorités de l'Islam politique de prendre le pouvoir.

Une autre session traitait « **le Rôle Européen dans la Promotion de la Démocratie dans le Monde Arabe** ». Cette session a été organisée et présidée par « **l'Institut des Relations Stratégiques Internationales en France** ». Certains exposés examinaient les différentes approches méthodologiques de l'Europe d'une part, et des Etats-Unis d'autre part, quant à la manière d'établir la démocratie.

Un autre orateur a étudié l'éventail de la possibilité d'exposer les valeurs européennes et occidentales en tant qu'exemple pour les autres, sans toutefois les exporter ou les copier.

Un troisième intervenant comparait l'Europe à la région arabe du point de vue de la démocratie, affirmant qu'aucun pays ne peut prétendre donner aux autres une leçon sur la réforme.

Un quatrième orateur faisait référence à l'inévitabilité pour l'Europe de se pencher sur la question de la démocratie au Moyen Orient et le besoin de consacrer l'importance qu'il faut à ce sujet à la base de sa sécurité et ses intérêts urgents, pourvu que la clé pour toute démarche soit le développement de la démocratie dans le monde arabe, et le renforcement des partenariats avec la classe moyenne et la société civile, les deux étant une source de développement dans la région.

Par ailleurs, dans un autre exposé on affirmait que l'Europe semblerait être plus proche de la région, non seulement des points de vues géographique et culturel, mais aussi parce que l'Europe est plus compréhensive et objective quant aux questions essentielles dans la région, notamment celle de la Palestine, ce qui s'oppose au penchant évident des Américains envers Israël.

Les participants ont fait plusieurs commentaires sur les exposés. Certains les ont considérés comme étant une simple série de positions pour défendre l'Europe et le Monde Occidental, alors que d'autres ont lié le succès de l'Europe à sa capacité d'offrir son aide pour trouver une solution au conflit israélo-palestinien. Un des participants appelait l'Europe à mettre la pression sur les Etats-Unis afin de les convaincre de la nécessité pour eux d'assumer une responsabilité à cet égard.

D'autres évoquaient la faible crédibilité du rôle de l'Europe dans la région due au manque de l'efficacité politique dans l'Union Européenne, en plus de la bureaucratie complexe à laquelle l'Europe fait face.

« **L'Institut Royal des Affaires Internationales au Royaume Uni** » a pris la charge d'organiser et présider une autre session intitulée : « **L'Irak : l'Intervention Etrangère est-elle une Aide ou un Obstacle à la Démocratie au Moyen Orient** ». La discussion a débuté par la supposition que les régimes arabes souhaitent voir échouer l'intervention américaine en Irak. Certains ont soutenu cette idée, d'autres l'ont désapprouvée.

La discussion a porté ensuite sur la gravité de la guerre en Irak au niveau de l'Irak même et de la région, et quelques intervenants ont critiqué la démocratie défectueuse en Europe et aux Etats-Unis.

Certains exposés ont fait lieu de justifications de l'intervention étrangère du point de vue économique, affirmant qu'une telle intervention est nécessaire à l'égard de la question palestinienne, et ont critiqué la politique israélienne et sa pratique contre les palestiniens, ce qui témoigne qu'Israël est un Etat non libéral, peu digne d'un pays qui se veut un Etat démocratique.

La discussion entre les invités et les participants a révélé la prédominance d'un courant qui refuse le principe d'imposer la démocratie de l'extérieur, surtout par la force, comme c'est le cas en Irak actuellement. Les interlocuteurs ont exprimé leur doute face à la position des Etats-Unis eu égard à la question palestinienne. Par ailleurs, d'autres ont exprimé leur intérêt vis-à-vis des relations israélo-américano-turques, et ont soulevé des questions quant à la nature de telles relations.

Au « **Conseil des Relations Etrangères des Etats-Unis** » a été confiée la responsabilité de préparer et présider la session intitulée : « **La Formulation de l'Opinion Publique, l'Application de la Démocratie et le Rôle de l'Information Arabe** ». Un des exposés a traité du rôle du Bureau de l'Information dans la Maison Blanche et ses méthodes de travail, à la lumière de ce qu'ont révélé les événements du 11 septembre sur la nécessité des Etats-Unis de changer leur mode de s'ouvrir au monde. Un autre exposé a fourni des exemples courants concernant la tentative de découvrir les faits connectés avec les rapports sur les investigations, afin de mettre un terme aux rumeurs visant à déstabiliser l'opinion publique, ou d'autres, aspirant à atteindre de fausses conclusions et adopter de fausses positions.

Un autre exposé examinait le rôle et la responsabilité de l'information étrangère (française) en arabe qui créerait un environnement favorable à l'aide et l'encouragement du développement de la démocratie dans la région. Un autre interlocuteur étudiait le rôle des journalistes dans la formation de l'opinion publique.

Un quatrième orateur reconsidérerait les obstacles et problématiques qui entravent le rôle de l'information arabe, notamment ceux provoqués par l'Etat et qui empêchent le développement du processus démocratique. Un autre intervenant, traitant du même sujet, mentionnait les requis pour le futur et appelait à « l'institutionnalisation » et l'établissement d'une charte d'honneur pour l'information arabe.

Les commentaires des participants s'accordaient avec ces exposés, notamment en ce qui concerne le rôle de l'Etat dans la limitation de l'information arabe. Par ailleurs, la question du danger de liquidation qui menace certains journalistes et l'accusation portée sur les Etats-Unis d'en être directement les responsables, était au premier plan des discussions.

Un autre sujet intitulé : « **Le Libre Echange et le Développement de la Démocratie dans le monde arabe, la Bonne Gouvernance et la Société Civile** », a fait part d'une autre session, organisée et présidée par : « **Le Centre d'Etudes et de Recherches sur les Nations Arabes et le Moyen Orient – Genève** ».

Une des présentations discutées présentait la réalité quotidienne quant à la démocratie dans le monde arabe, concluant que les faits actuels ne visent pas à établir une démocratie à travers un régime politique démocrate, mais ils sont plutôt la conséquence d'une pression émanant de la communauté internationale qui considère les régimes radicaux comme ses ennemis.

Un deuxième orateur a abordé l'idée de briser les monopoles et a traité le sujet de ce qu'on appelle « la formule magique ». Un troisième exposé examinait le point de vue Européen sur la coopération et le partenariat dans le but d'appliquer certaines réformes. Ainsi, l'interlocuteur a mentionné l'importance du partenariat avec le Moyen Orient, bien qu'il ne soit toujours pas conclu à l'heure actuelle, et qu'il ait uniquement atteint des résultats médiocres résultant de l'échec à assurer la paix dans la région arabe. De plus, il a fait référence à la nouvelle politique d'extension européenne sur les relations du bon voisinage, lancée en Janvier 2003 et qui offre, en effet, une nouvelle perspective pour le futur.

Un autre intervenant a mentionné le succès du processus de l'intégration européenne qui s'oppose à l'échec de son homologue arabe. Par ailleurs, un cinquième exposé examinait le rôle de la société civile dans le développement de la démocratie comme étant le quatrième pouvoir.

La discussion entre les participants s'est concentrée sur la question de la séparation entre la Religion et l'Etat, certains expliquant qu'il n'était pas possible d'établir un concept de démocratie islamique, d'autres considérant que l'échec de l'intégration arabe, comparée à l'intégration européenne, est due à l'incapacité des Arabes à adopter une décision politique, alors qu'un des interlocuteurs attribuait la responsabilité de cet échec à l'Etat d'Israël.

« **Le Centre Islamique aux Etats-Unis** » a pris la charge d'organiser et de présider une session spéciale consacrée aux : « **Politiques et Economies de l'Energie à Court Terme** ». Certains exposés ont examiné la dimension politique dans la disponibilité des ressources, tout en faisant remarquer aux pays qui détiennent du pétrole et des produits pétroliers de ne pas considérer ceci comme un prétexte pour fuir la politique des réformes. Une autre présentation traitait les politiques d'énergie globale dans le cadre d'une relation radicale associant les sources d'énergie aux économies, à l'environnement, à l'éducation et à l'égalité des chances.

Un autre orateur mentionnait le fait que les Etats-Unis réduiraient, à long terme, leurs achats de pétrole et de gaz naturel du Moyen Orient et du Golfe, un fait qui exige que ces Etats aient des économies variées, et déclarent l'organisation de l'OPEC libre de la responsabilité d'avoir eu un impact sur les prix, attribuant la faute au système américain qui continuait à utiliser le pétrole après l'adoption de la résolution d'amendement de la loi sur l'air pur en 1990.

Un quatrième intervenant affirmait qu'il y a un accord unanime aux Etats-Unis concernant le besoin de réduire le prix de l'énergie, alors que les moyens et méthodes pour y parvenir suscitent un désaccord. Il a ajouté que la disponibilité de l'énergie dans tous les Etats ne reflète pas nécessairement un développement économique et un bien être social, mais en revanche, elle peut détourner l'attention des requis pour une croissance économique.

Certains participants ont exprimé un intérêt quant à la possibilité d'avoir de fausses attentes, alors que d'autres ont exprimé leurs réserves quant à la possibilité de voir les Etats-Unis réduire leur dépendance sur le pétrole étranger et leur tendance mentionnée à échanger leur dépendance par des sources d'énergie globales.